

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
Cellule Carrières
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Ets JOUVERT

Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas
30110 LAVAL PRADEL

Références : 2022-10-733
Code AIOT : 0006601597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2022 des installations exploitées par la SARL Ets JOUVERT implantée aux lieux-dits Cadacut, Redoussas, Lacau, Segnas, Roubiouze et Malboisson et Trincas 30110 LAVAL-PRADEL. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-44 du 24/10/2008, complétées par celles relatives à la surveillance des émissions atmosphériques et le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. La vérification du plan de gestion des déchets s'inscrit dans l'action nationale prévue en 2022 dans les carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Ets JOUVERT
- Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas 30110 LAVAL PRADEL
- Code AIOT : 0006601597
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Une station de transit et des installations de traitement des matériaux extraits ou à valoriser sont également présentes in situ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : site d'inspection :

- le bénéficiaire de l'autorisation (article 1.1 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- la consistance des installations classées (article 1.4 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- la liste des installations classées (article 1.5 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 1.10.1.2 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- les garanties financières (article 1.10.2 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- les équipements abandonnés (article 2.1.5 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- le rapport annuel (article 2.3 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- le stockage de matériaux divers (article 8.2.1.1 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- le phasage de réhabilitation du site (article 8.4 AP n°2008-44 du 24/10/2008),
- le stockage des déchets d'extraction inertes (article 11.5 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié précité),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié précité),
- la prévention des pollutions atmosphériques (articles 19.5 à 19.9 AM du 22/09/1994 modifié précité).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.3	/	Sans objet
15	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
16	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
17	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.1	/	Sans objet
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.4	/	Sans objet
3	Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.5	/	Sans objet
4	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.1.2	/	Sans objet
5	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.2.2	/	Sans objet
6	Modifications des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.2.6	/	Sans objet
7	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Stockage de matériaux divers	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.2.1.1	/	Sans objet
10	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.4	/	Sans objet
11	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
12	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
14	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
18	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées des arrêtés précités sont globalement bien respectées ; le site est bien entretenu, l'exploitant fait preuve de rigueur concernant le suivi administratif de ses installations.

Concernant la surveillance environnementale, il est constaté que l'exploitant n'a pas été suffisamment vigilant concernant l'élaboration de son plan de surveillance et du type de jauges, tels que prescrits réglementairement, aspects confiés à des prestataires extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SARL Etablissements JOUVERT, dont le siège social est fixé à 30110 LAVAL PRADEL - le Pradel - sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté et, le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisée à procéder à l'exploitation . d'une carrière à ciel ouvert pour la production de calcaire et des installations de premier traitement pour la production de granulats calcaire dont l'adresse est fixée à LAVAL PRADEL aux lieux dits Cadacut, Redoussas, Lacau, Segnas, Roubiouze et Malboisson et Trincas, . des installations connexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.
Constats : La SARL Etablissements JOUVERT exploite une carrière de roches calcaires à ciel ouvert, des installations de traitement des matériaux ainsi qu'une station de transit de produits minéraux, aux lieux dits Cadacut, Redoussas, Lacau, Segnas, Roubiouze et Malboisson et Trincas sur le territoire de la commune de LAVAL-PRADEL, dûment autorisées par l'arrêté préfectoral n°2008-44 du 24/10/2008. Son siège social et l'adresse administrative (postale) sont : Le Pradel - 30110 LAVAL-PRADEL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R 512.32 du code de l'environnement. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">. Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 400 000 tonnes. Volume maximum autorisé : 4 250 000 m³. Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 192 000 m² dont superficie de la zone à exploiter : 142 000 m². Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire. Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques. Epaisseur d'extraction maximale : 60 m. Cote limite NGF d'extraction : 425 m NGF L'installation de traitement est constituée principalement de deux trémies d'alimentation, d'un scalpeur, d'un concasseur et d'un crible primaire, d'un concasseur et deux cribles secondaires et d'un crible laveur.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les installations autorisées sont conformes à la description qui en sont faites. Le tonnage annuel extrait en 2021 s'élève à 39 773 tonnes. Le tonnage annuel extrait au 30/09/2022 s'élève à 40 418 tonnes. L'inspection a pu constater que : <ul style="list-style-type: none">. les différentes installations sont exploitées en continu,. 15 tirs de mine ont été réalisés en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liste des installations concernées par la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :</p> <p>. 2510 -1 Exploitation de carrière AUTORISATION</p> <p>. 2515 -1 Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW (1000 kW) AUTORISATION</p> <p>. 2517-b Station de transit de produits minéraux solides, la capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m3, mais inférieure ou égale à 75 000 m3 (50 000 m3) DECLARATION</p>
<p>Constats : Trois installations relevant d'un classement ICPE sont exploitées aux lieux-dits Cadacut, Redoussas, Lacau, Segnas, Roubiouze et Malboisson et Trincas sur le territoire communal de LAVAL-PRADEL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une carrière à ciel ouvert de calcaire classée sous la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation, - des installations fixes de traitement des matériaux extraits ou à valoriser, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 1 000 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises désormais à ENREGISTREMENT, - une station de transit de produits minéraux extraits et de déchets non dangereux inertes à valoriser, ainsi que des matériaux en attente de commercialisation, la superficie de l'aire de transit dédiée étant de 9 350 m², désormais classée sous la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées, soumise à DÉCLARATION.
<p>Observations : A l'occasion d'un prochain APC, il conviendra de rectifier le classement des installations ICPE suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations fixes de traitement des matériaux extraits ou à valoriser, d'une puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, de l'ordre de 1 000 kW, classées sous la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des installations classées, soumises à ENREGISTREMENT, - station de transit de produits minéraux extraits et de déchets non dangereux inertes à valoriser, ainsi que des matériaux en attente de commercialisation, la superficie de l'aire de transit dédiée étant de 9 350 m², désormais classée sous la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées, soumise à DÉCLARATION.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique ; ils sont réalisés en liaison et en accord avec les autorités compétentes. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'inspection a pu vérifier sur site le respect des prescriptions relatives à la signalisation, aux accès aux installations et tout particulièrement aux zones dangereuses : - l'accès au site est réglementé et interdit en dehors des heures d'ouverture ; - un panneau précise à l'entrée du site la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ; - l'accès à la voie publique est aménagé et goudronné de sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique ; - in situ, présence d'un plan de circulation ainsi que de panneaux d'interdiction aux personnes non autorisées ; - l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture ou des blocs en périphérie du périmètre ICPE ainsi qu'à proximité immédiate des fronts exploités et en exploitation ; - plusieurs pancartes "DANGER CARRIERE" en nombre suffisant signalent le danger en périphérie du périmètre ICPE ainsi qu'au niveau des chemins d'accès aux abords des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Modifications des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.2.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.
Constats : Compte tenu de la sous-exploitation du gisement, de la modification du phasage d'exploitation, des zones réellement en exploitation et remises en état, de l'évolution de l'indice TP 01, l'exploitant a expliqué à l'inspection qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, sera porté à la connaissance de l'inspection courant 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette quatrième phase quinquennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Equipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : L'inspection a pu constater des installations globalement bien entretenues, sans équipements abandonnés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 1.10.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.</p> <p>Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.</p> <p>Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">. 1ère phase quinquennale (1 à 5 ans) : 273 495 €. 2ème phase quinquennale (6 à 10 ans) : 196 815 €. 3ème phase quinquennale (11 à 15 ans) : 184 218 €. 4ème phase quinquennale (16 à 20 ans) : 159 621 €. 5ème phase quinquennale (21 à 25 ans) : 174 796 €. 6ème phase quinquennale (26 à 30 ans) : 125 377 € <p>La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est : 603,6 (02/05/08).</p>
<p>Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire CREDIT AGRICOLE pour un montant de 221 910 € pour la période allant du 6/05/2019 au 24/10/2023.</p> <p>Le montant a été calculé sur la base de son dossier de 2018 porté à la connaissance de l'inspection pour la troisième phase quinquennale actuellement en cours. Ce dossier tient notamment compte de la modification du phasage d'exploitation, des zones en exploitation et remises en état, de l'indice TP 01 ainsi que du taux de TVA (20%).</p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'un nouveau dossier relatif à la quatrième phase quinquennale, sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, serait établi et porté à la connaissance de l'inspection, tel que prévu réglementairement, courant 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette quatrième phase quinquennale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : . les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ; . les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ; . les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies ; . les résultats des tests, des exercices ; . la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ; . le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ... Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.
Constats : Le rapport annuel n'est pas tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Par contre, l'exploitant tient à jour un tableau "Suivi de l'application de l'arrêté préfectoral - Cadacut", non daté. Il s'agit du suivi de la conformité de plusieurs prescriptions du présent arrêté. Ce tableau, dûment complété, daté et actualisé, constitue l'un des documents du rapport annuel de synthèse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockage de matériaux divers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de matériaux divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de matériaux seront mis en place sur les emplacements prévus dans l'étude d'impact.
Constats : Les stockages de matériaux correspondent aux emplacements prévus dans l'étude d'impact.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.4
Thème(s) : Autre, Phasage de réhabilitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté. La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle. A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 1.10.2.2. Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.
Constats : Compte tenu de la sous-exploitation du gisement, l'inspection a constaté du retard dans le respect des phasages d'exploitation. Les travaux de réhabilitation, tels qu'initialement prévus, présentent également du retard. Comme déjà précisé dans les fiches de constats 5 et 6, l'exploitant a expliqué à l'inspection qu'un nouveau calcul des garanties financières sur la base de la réalité de terrain, des zones effectivement en cours d'exploitation et celles remises définitivement en état, sera porté à la connaissance de l'inspection courant 2023 et avant constitution des nouvelles garanties financières relatives à cette quatrième phase quinquennale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
Constats : Les stériles d'extraction , issus de la découverte ou des produits après passage dans les installations de traitement et qui ne peuvent pas être valorisés, sont stockés dans des emplacements dédiés : zone dédiée aux terres de découverte destinées à être utilisées pour les travaux de réaménagement, création de merlons en bord de pistes, bassin de séchage des boues issues des installations de traitement.
<p>Ces zones de stockage temporaires, les caractéristiques et volumes des matériaux stockés sont détaillés dans le plan de gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière, daté de février 2018. Elles sont construites et gérées de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a fourni le plan "levé topographique / avancement exploitation de la carrière de Cadacut", qu'il a mis à jour en septembre 2022. Ce plan doit être amélioré par le report des zones remises en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière, daté de février 2018.</p> <p>Ce document contient les différents éléments imposés réglementairement : caractérisation des déchets, estimation des quantités totales de déchets d'extraction stockés durant la période d'exploitation, emplacements dédiés, description de l'exploitation générant ces déchets, description des modalités de valorisation desdits déchets, etc.</p> <p>Le plan de gestion devant - a minima - être révisé tous les cinq ans, l'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à réviser ledit plan de gestion début 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantés sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le plan de surveillance des poussières réalisé par ATDx (non daté).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
Constats : Le plan de surveillance des poussières ATDX doit être révisé et daté avant lancement des prochaines campagnes de mesures des retombées de poussières dans l'environnement. En effet, l'inspection a relevé plusieurs anomalies : <ul style="list-style-type: none">- les jauges du plan de surveillance des poussières ATDX et celles des mesures des retombées atmosphériques dans l'environnement réalisées par PRONETEC, ne sont pas positionnées aux mêmes emplacements ;- la jauge 1 en limite nord de la carrière, positionnée à côté d'une habitation, ne peut pas être à la fois de type b et c. Il s'agit d'une jauge de type c puisqu'implantée en limite sud de la carrière, sous les vents dominants ;- a minima une jauge de type b à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants, au nord de la carrière, doit être ajoutée. L'école du Pradel étant située à 1300 m au nord de la carrière et située sous les vents secondaires, ce site pourrait être choisi comme jauge de type b. <p>Quant aux mesures des retombées atmosphériques par jauges Owen, réalisées par PRONETEC depuis novembre 2019, les campagnes de mesure ne sont pas réalisées tous les trois mois. De plus, il n'y a pas eu huit campagnes consécutives, respectant cette périodicité réglementaire.</p> <p>L'exploitant s'est engagé suite à l'inspection, par courriel du 24/10/2022, à lancer dès 2023 huit campagnes de mesures trimestrielles qui respecteront la durée et la périodicité réglementaires.</p> <p>L'inspection insiste sur la nécessité de réviser au préalable le plan de surveillance des émissions de poussières et de bien respecter le positionnement des jauges de type a, b et c.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en oeuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les 2 rapports annuels PRONETEC "Mesures des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen": - rapport annuel 2019-2020 daté du 17/12/2020, - rapport annuel 2021 daté du 1/02/2022. Huit campagnes de mesure de 30 jours ont bien été réalisées mais la périodicité trimestrielle n'est pas respectée. De plus, les anomalies relevées dans la fiche de constat 15 quant au nombre et au positionnement des jauges ne permettent pas de conclure quant à l'objectif à atteindre fixé à 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. L'exploitant s'est engagé suite à l'inspection, par courriel du 24/10/2022, à lancer dès 2023 huit campagnes de mesures trimestrielles qui respecteront la durée et la périodicité réglementaires. L'inspection insiste sur la nécessité de réviser au préalable le plan de surveillance des émissions de poussières et de bien respecter le positionnement des jauges de type a, b et c.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en oeuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : La carrière de LAVAL-PRADEL n'est pas située dans une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère. Sur la base des rapports PRONETEC mis à disposition par l'exploitant, il est admis le remplacement d'une station météorologique sur site par un abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière, exploitée par un fournisseur de services météorologiques. Néanmoins, les rapports PRONETEC mentionnent que " <i>les données météorologiques (direction et vitesse du vent, température et pluviométrie) seront donc fournies par Météo France avec un point observation virtuel issue de la station Météo la plus représentative.</i> " Il convient de préciser dans les futurs rapports ces données ainsi que leur origine (localisation de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a fourni les 2 rapports annuels PRONETEC "Mesures des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen": - rapport annuel 2019-2020 daté du 17/12/2020, - rapport annuel 2021 daté du 1/02/2022. Les prochains rapports seront améliorés et devront notamment tenir compte des anomalies spécifiées aux constats précédents 15, 16 et 17.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet